



Canadian Polar Commission
Commission canadienne des affaires polaires

RAPPORT ANNUEL 2012-2013



Canada

Depuis plus de 50 ans, le Programme du plateau continental polaire (PPCP) de Ressources naturelles Canada est le principal fournisseur de services logistiques à l'intention des chercheurs dans l'Arctique canadien. Chaque année, les chercheurs de toutes sortes de disciplines comptent sur l'expertise opérationnelle du PPCP dans l'Arctique et de ses installations bien équipées de Resolute Bay, au Nunavut.

Les pages du présent rapport sont émaillées de photographies de certains de ces scientifiques et de leurs adjoints, pris sur le vif, tandis qu'ils mènent leurs recherches de terrain dans l'Arctique, avec le concours du Programme du plateau continental polaire.

Couverture:

Greg Henry fait de la recherche liée à l'Expérience internationale de la toundra (ITEX). Ce projet analyse la réponse d'un système de la toundra au réchauffement.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCan



CANADIAN POLAR COMMISSION
COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES

Suite 1710 Constitution Square
360 Albert Street
Ottawa, Ontario K1R 7X7
Canada
Tel./Télé. : 613 943-8605
Fax/Téléc. : 613 943-8607
E-mail/C.élec. : mail@polarcom.gc.ca
www.polarcom.gc.ca

L'honorable ministre des Affaires autochtones et du
Développement du Nord
Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington
Tour Nord, pièce 2100
Gatineau (Québec)
K1A 0H4

Monsieur le ministre,
Au nom de la Commission canadienne des affaires polaires, j'ai le plaisir de vous
présenter le rapport annuel de la Commission pour la période allant du 1^{er} avril
2012 au 31 mars 2013.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président,
Bernard W. Funston

Canada

Bryan Martin utilise un récepteur GPS (Système de positionnement global) différentiel pour mesurer l'élévation et déterminer les niveaux côtiers passés et actuels sur l'île Griffith, au Nunavut. La connaissance de la forme des paysages du passé est essentielle pour comprendre et prévoir les changements dans l'environnement arctique.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCAN

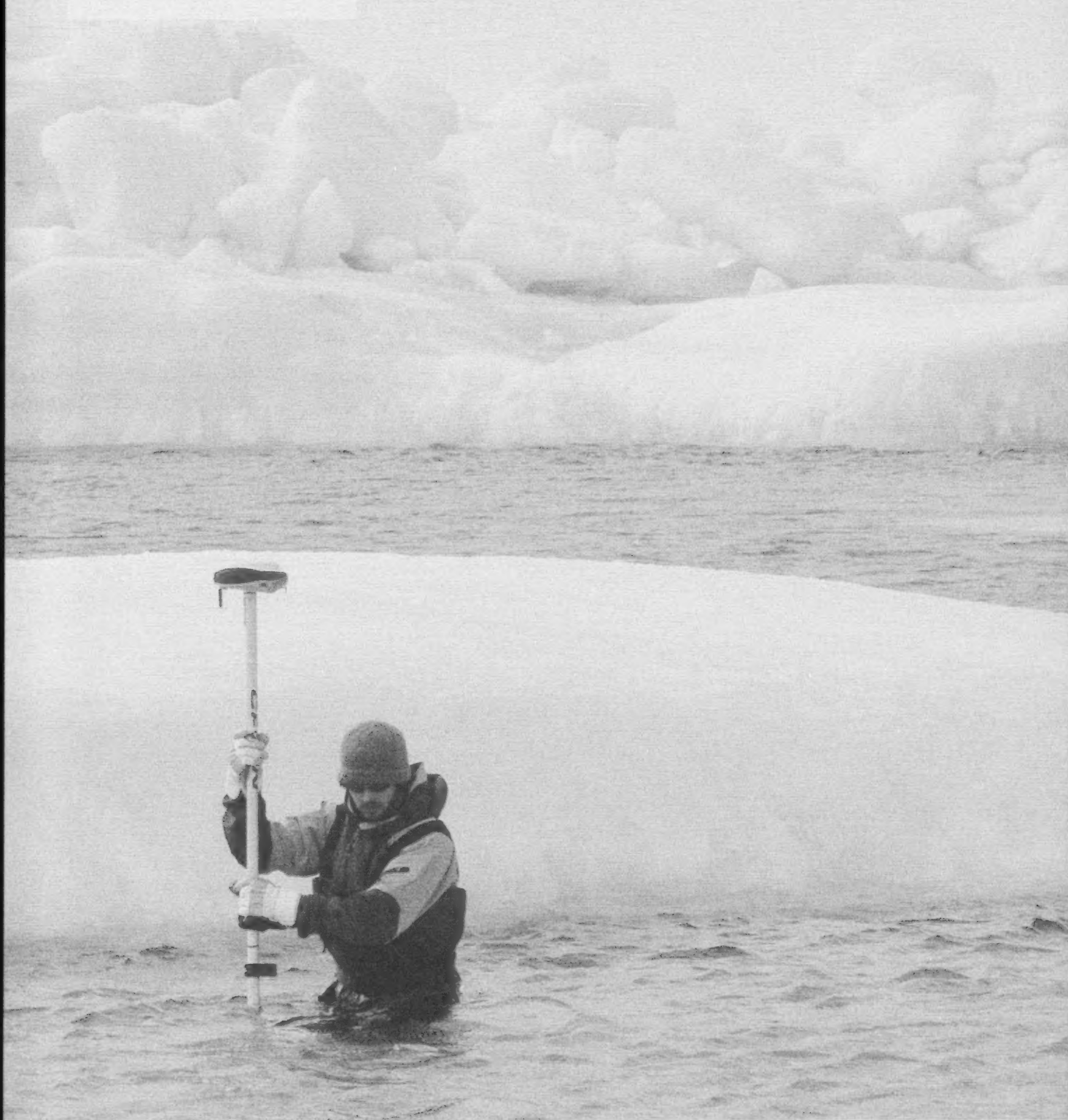


Table des matières

| | |
|---|----|
| Mandat | 6 |
| Conseil d'administration | 7 |
| Message du président | 8 |
| Rapport du directeur exécutif | 11 |
| Résultat et priorités stratégiques: | 12 |
| Déclaration de responsabilité de la direction | 18 |
| Rapport du vérificateur indépendant | 21 |
| États financiers | 22 |
| Notes aux états financiers | 26 |
| Annexe à l'Énoncé des responsabilités de la direction | 31 |
| Personnel | 32 |

Mandat

La Commission canadienne des affaires polaires a été créée en 1991 et est le principal organisme au Canada en ce qui a trait au savoir polaire. Elle a les responsabilités suivantes : promouvoir et diffuser les connaissances relatives aux régions polaires arctiques et antarctiques et suivre leur évolution; aider à sensibiliser le public à l'importance de la science polaire pour le Canada; intensifier le rôle du Canada sur la scène internationale à titre de nation circumpolaire et conseiller le gouvernement sur les questions liées aux régions polaires.

Conformément à son mandat, la Commission établit et entretient des réseaux sur le savoir polaire, organise des conférences et ateliers, publie de l'information sur les régions polaires et oeuvre en étroite collaboration avec d'autres organismes gouvernementaux et non gouvernementaux pour encourager et appuyer l'élaboration de connaissances sur les régions polaires au Canada.

La Commission est le principal point de contact du Canada avec les scientifiques qui s'intéressent aux questions circumpolaires et est l'instance qui représente le pays au sein du Comité international pour les sciences arctiques (CISA) et du Comité scientifique de la recherche antarctique (CSRA). En outre, elle est en relation avec les organismes et instituts de recherche partout dans le monde circumpolaire, offrant des conseils sur les projets scientifiques multilatéraux pertinents pour les intérêts canadiens.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration est l'organisme qui régit la Commission canadienne des affaires polaires. Ses membres sont nommés par le gouverneur en conseil et doivent rendre compte au Parlement par l'entremise du ministre des Affaires autochtones et du Développement du Nord. Le conseil d'administration fournit des orientations et délègue les pouvoirs au directeur exécutif qui, à son tour, gère la Commission. Cette année, le conseil s'est réuni au cours de la dernière Conférence sur l'Année polaire internationale à Montréal, ainsi qu'à Whitehorse, à Vancouver et à Iqaluit.

Administrateurs

Bernard W. Funston (président)
Ottawa (Ontario)

Nellie Courmoyea (vice-présidente)
Inuvik (T.N.-O.)

Barrie Ford
Kuujuaq (Québec)

Martin Fortier
Québec (Québec)

Robert Gannicott
Toronto (Ontario)

David Hik
Edmonton (Alberta)

Rob Huebert
Calgary (Alberta)

Maxim Jean-Louis
Sudbury (Ontario)

John Nightingale
Vancouver (Colombie-Britannique)

Darielle Talarico
Whitehorse (Yukon)

Message du président

Dans un monde complexe où, pour la plupart, les organismes sont évalués selon les activités quotidiennes ou sur le court terme, il est rare de voir un organisme dont le mandat est de suivre ce qui se passe, d'analyser et de diffuser l'information pertinente et de réfléchir prospectivement aux scénarios qui pourraient découler des tendances et des enjeux émergents. C'est là le mandat de la Commission canadienne des affaires polaires (CCAP).

La CCAP est l'institution nationale du Canada qui doit dresser la synthèse des connaissances émergents concernant les régions polaires et aider à interpréter et à diffuser ces connaissances d'une manière pertinente et opportune auprès des responsables de l'élaboration des politiques, des populations locales, des entreprises et de l'industrie, des groupes universitaires et scientifiques et d'autres organisations et personnes intéressées.

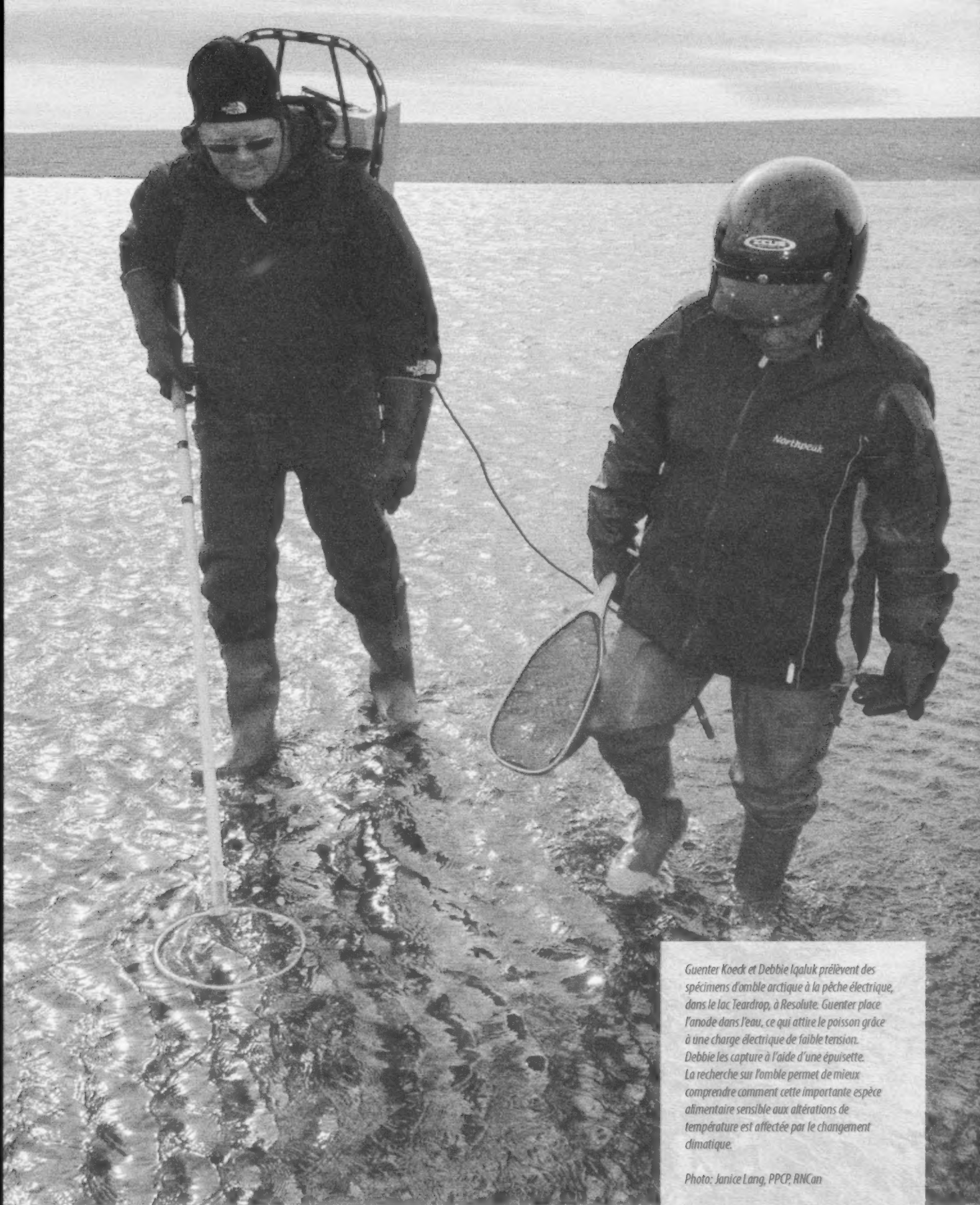
L'admission récente (mai 2013) au Conseil de l'Arctique de certains États en qualité d'observateurs, par exemple la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, le Japon, Singapour et l'Italie, ainsi que celle conditionnelle de l'Union européenne, est un indice de la rapidité et de l'ampleur de l'évolution des perceptions et des intérêts concernant les régions polaires, notamment l'Arctique. Ces États représentent approximativement 3,6 milliards de personnes, soit approximativement la moitié de la population de la planète.

En cette époque nouvelle de sensibilisation aux questions polaires, le Canada a un rôle essentiel à jouer, un rôle qui exige une concentration intense sur les priorités nationales et locales dans le Nord, telles que clairement articulées dans la Stratégie pour le Nord du Canada, en plus d'une participation constructive et coopérative aux affaires circumpolaires et internationales qui ont une incidence sur des enjeux importants dans l'Arctique, qu'il s'agisse du changement et de la variabilité du climat, du transport maritime et de la mise en valeur des ressources. Il est désormais plus important que jamais de réfléchir de manière stratégique à la façon dont les régions polaires s'intègrent dans les affaires régionales, nationales et internationales.

La Commission canadienne des affaires polaires est un petit organisme, soit quelques administrateurs et un effectif réduit, mais par une planification soignée et stratégique des activités et leur exécution selon les normes les plus élevées, elle aussi peut exercer un effet considérable, établissant les liens qui ouvrent la voie à une augmentation d'un savoir polaire dont nous avons besoin si urgemment en cette époque de changement global et, enfin, de la connaissance, passer à l'action concernant les enjeux locaux, nationaux et mondiaux interreliés sur les plans social, environnemental, économique et géopolitique. Notre travail au cours de l'exercice écoulé s'est inspiré de cette conviction.

Le président,

Bernard W. Funston



Guenter Koeck et Debbie Iqaluk prélèvent des spécimens d'omble arctique à la pêche électrique, dans le lac Teardrop, à Resolute. Guenter place l'anode dans l'eau, ce qui attire le poisson grâce à une charge électrique de faible tension. Debbie les capture à l'aide d'une épuisette. La recherche sur l'omble permet de mieux comprendre comment cette importante espèce alimentaire sensible aux altérations de température est affectée par le changement climatique.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCAN

Debbie Igaluk recueille des moucheron
de la rive, à des fins d'analyse. En comparant
les résultats de la cueillette avec le contenu de
l'estomac des poissons, les chercheurs peuvent
mieux connaître le réseau alimentaire du lac,
qui est un élément essentiel de son écologie.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCan



Rapport du directeur exécutif

J'ai le grand plaisir de rapporter que la Commission, guidée par la Stratégie pour le Nord du Canada, a, au cours de l'exercice écoulé, accompli d'excellents progrès dans un certain nombre de domaines importants. Nous avons pris part à Montréal, en avril 2012, à la conférence très réussie de l'API 2012, sous le thème « De la connaissance à l'action ». Nous avons travaillé très fort pour renforcer nos liens avec les réseaux canadiens et internationaux qui sont la source de nouvelles connaissances en matières polaires. En plus des chercheurs universitaires, nous joignons aussi les scientifiques des ministères et organismes fédéraux et territoriaux et les gens du Nord, pour parvenir à une meilleure compréhension des priorités de recherche et des connaissances nouvelles réunies.

Au cours de la conférence 2012 de l'API, nous avons eu le plaisir de publier le résumé, en langage claire, des contributions scientifiques du Canada à l'API et nous réalisons de grands progrès dans la préparation d'une évaluation et d'un résumé de l'état des connaissances nordiques au Canada. Nous avons rajeuni le site Web de la Commission et nous nous orientons vers une diffusion plus large du savoir polaire par l'intermédiaire d'Internet et nous nous réjouissons des perspectives d'avenir de notre partenariat naissant avec la Société géographique royale du Canada et son magazine, le Canadian Geographic, et le rayonnement qui en découle sur Internet.

Nous avons également introduit des améliorations considérables dans le fonctionnement quotidien de la Commission et nous continuons à veiller à ce que notre conseil d'administration conserve d'excellents liens avec les gens du Nord et les questions liées au savoir polaire par des activités périodiques dans le Nord. C'est avec fierté que nous avons rouvert notre Bureau du Nord à Yellowknife, dans les T.N.-O., en novembre 2012; nous avons pu nous assurer de la participation d'un certain nombre d'étudiants et de personnels professionnels en début de carrière. Nous avons vraiment hâte de cheminer sur notre nouvelle lancée et de continuer à faire progresser le savoir polaire à l'avantage des gens du Nord et de tous les Canadiens.

Le directeur exécutif,
David J. Scott

RÉSULTAT ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Notre objectif, à titre de première institution nationale du Canada qui se consacre au savoir polaire, est de veiller à ce que le Canada prenne vraiment sa place à titre de nation polaire. Pour atteindre son résultat stratégique, soit l'augmentation du savoir polaire, la Commission se guide dans son travail sur le plan stratégique triennal préparé par le Conseil d'administration pour la période de 2012-2015. Sont dégagées à ce plan les priorités suivantes :

- appuyer les réseaux sur le savoir polaire et renforcer leur dynamisme;
- dresser la synthèse du savoir polaire afin de dégager les possibilités, les enjeux et les tendances;
- communiquer efficacement le savoir polaire et dresser la synthèse des résultats de la recherche polaire.

CETTE ANNÉE À LA COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES

Priorité stratégique 1 :

Appuyer les réseaux sur le savoir polaire et renforcer leur dynamisme

Les progrès appréciables accomplis cette année ont étendu et renforcé les réseaux canadiens du savoir polaire et accru la capacité de la Commission de faire le lien avec le Nord et la collectivité de recherche polaire. Parmi les principaux événements à cet égard, mentionnons l'inauguration en novembre du nouveau Bureau du Nord de la Commission à Yellowknife. Situé dans des locaux offerts par Ressources naturelles Canada dans l'édifice Greenstone, il est dirigé par le coordonnateur nordique, David Miller, et constitue le point tangible de la présence de la Commission au nord du 60^e parallèle; il participe à l'exécution du mandat de la CCAP par l'établissement et le maintien de rapports avec les collectivités, les organismes et les gens du Nord en facilitant les contacts. De plus, la Commission a retenu les services d'une analyste de recherche à temps partiel à Whitehorse. La Commission a joué un rôle de premier plan dans la Conférence sur l'Année polaire internationale qui a eu lieu à Montréal en avril 2012 sous le thème « De la connaissance à l'action », tirant pleinement parti du grand nombre de participants canadiens et étrangers à la conférence pour renforcer et étendre ses réseaux. De plus, le président, Bernard Funston, et l'un des administrateurs, David Hik, ont participé à Polar Report, une émission-débat en webdiffusion directe animée par le journaliste bien connu, Ed Struzik, sur le thème du savoir polaire et de la revitalisation de la Commission. (<http://tiny.cc/f5g0w>). Le président et les agents de la Commission ont rencontré diverses délégations, notamment celles des É.-U., du R.-U., de la Chine et de la Nouvelle-Zélande.

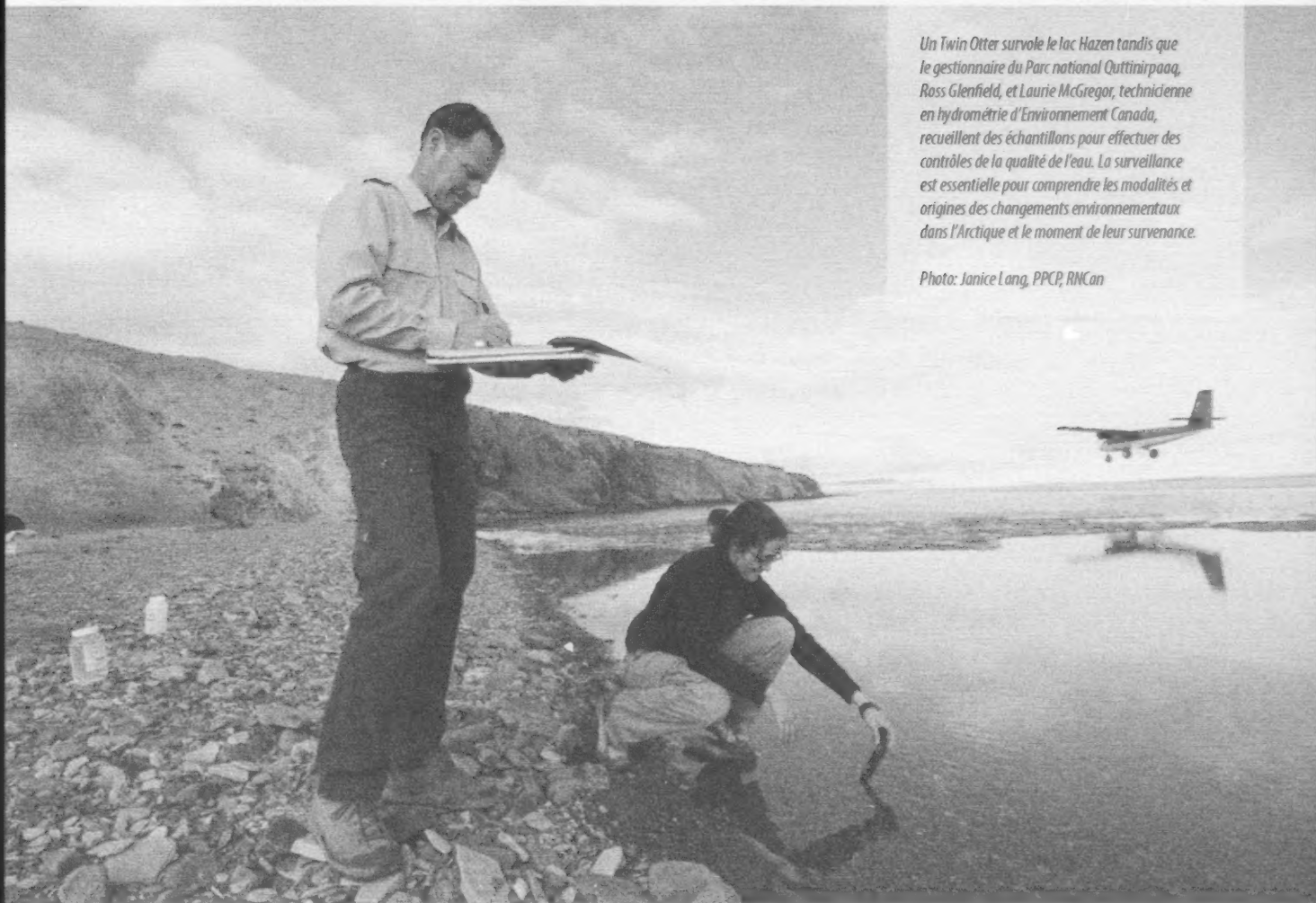
La Commission est consciente que l'amélioration des communications entre les installations de recherche nordiques grandement dispersées au Canada peut déboucher sur la coordination et l'efficacité des activités, réduisant ainsi les coûts et offrant aux chercheurs un meilleur accès pour mener des travaux sur le terrain.

Le Réseau canadien d'opérateurs de recherche nordique (RCORN) est une fédération pan-nordique d'établissements de soutien au service des chercheurs

canadiens et étrangers. Cette année, la Commission a continué à offrir des services de secrétariat soutenant les activités du RCORN, et l'a doté d'une présence en direct grâce à un site Web conçu pour le réseau (<http://www.ccnro.ca/>). Lors de leur assemblée générale à Iqaluit (octobre 2012), les membres du RCORN ont procédé à la nomination d'un comité exécutif provisoire composé de James Drummond (Université Dalhousie), Mary-Ellen Thomas (Institut de recherche du Nunavut) et Michael Goodyear (Centre d'études nordiques de Churchill). L'organisme étudie les possibilités d'officialiser sa structure et a commencé un exercice de planification stratégique.

La coopération et la collaboration sont des facteurs essentiels pour relever les défis de la recherche dans les régions polaires et, pour comprendre les changements rapides qui y interviennent et qui touchent l'ensemble de la planète, une surveillance coordonnée s'impose. L'initiative Sustaining Arctic Observing Networks (SAON) du Conseil de l'Arctique développe un réseau international de systèmes de partage coordonné et à long terme des observations et données dans l'ensemble de l'Arctique et dont la priorité est l'information sur les systèmes environnementaux et les changements socioéconomiques. Le groupe directeur du SAON compte des représentants des huit pays de l'Arctique, des participants permanents au Conseil de l'Arctique et aux groupes de travail de ce dernier, ainsi que des membres du Comité international pour les sciences arctiques (CISA) et de l'Organisation météorologique mondiale. L'organisme a également des liens avec les sciences de l'Arctique, les activités de gestion des données et d'observation et les intérêts des pays non arctiques, ainsi qu'avec les systèmes mondiaux d'observation. La Commission canadienne des affaires polaires appuie la participation du Canada au SAON en fournissant à son comité canadien des services de coordination et de secrétariat. Pour accroître la connaissance de la contribution canadienne au SAON et faciliter le renforcement de la collectivité du SAON au Canada, la Commission a créé un site Web pour SAON Canada (<http://www.surveillancearctiquecanada.ca>).

De plus, la Commission participe directement à l'Arctic Observing Summit (AOS) (sommet sur l'observation de l'Arctique), nouveau forum de haut niveau offrant des orientations d'après les besoins de la collectivité et la science pour la

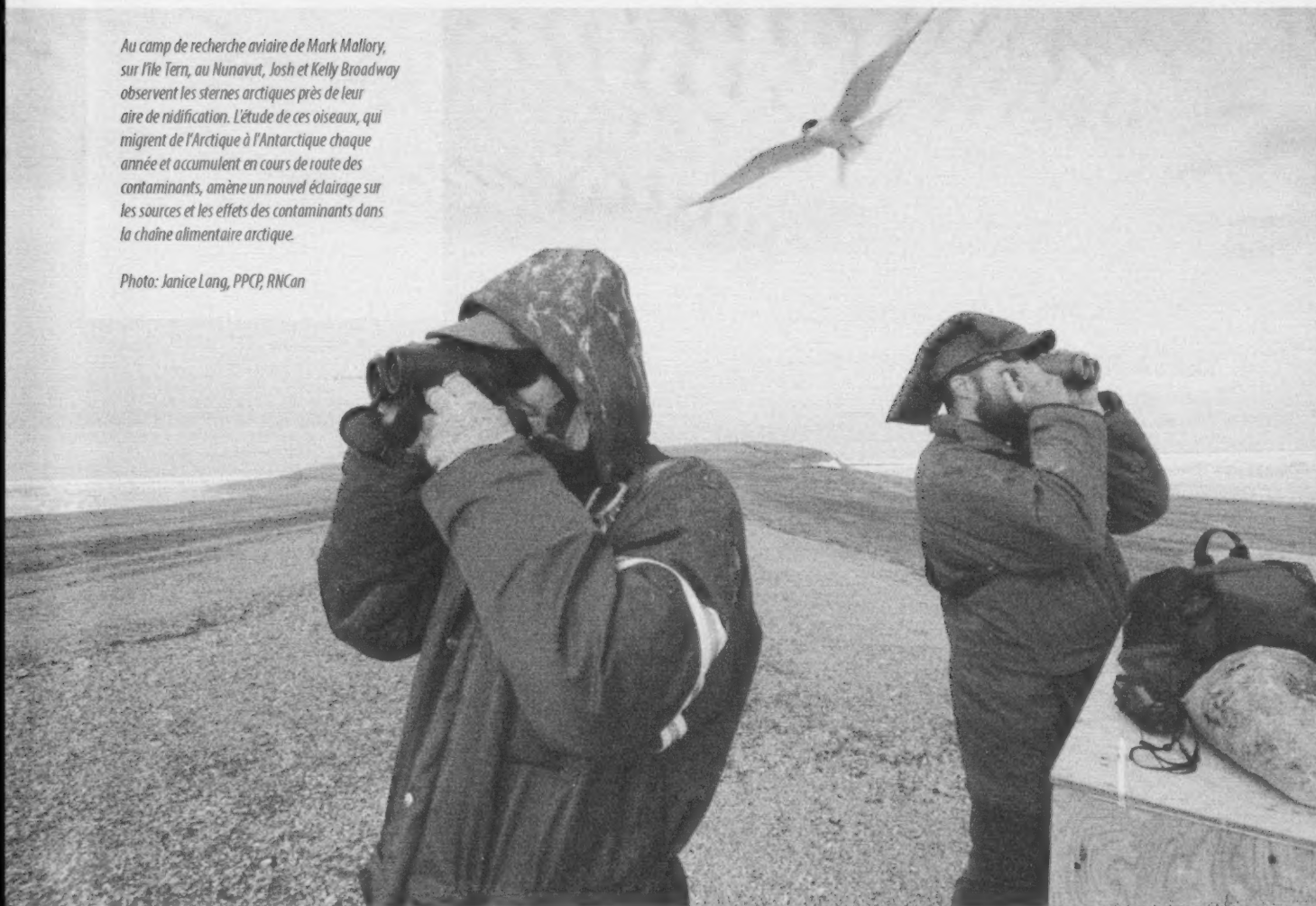


Un Twin Otter survole le lac Hazen tandis que le gestionnaire du Parc national Quttinipaaq, Ross Glenfield, et Laurie McGregor, technicienne en hydrométrie d'Environnement Canada, recueillent des échantillons pour effectuer des contrôles de la qualité de l'eau. La surveillance est essentielle pour comprendre les modalités et origines des changements environnementaux dans l'Arctique et le moment de leur survenance.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCan

Au camp de recherche aviaire de Mark Mallory, sur l'île Tern, au Nunavut, Josh et Kelly Broadway observent les sternes arctiques près de leur aire de nidification. L'étude de ces oiseaux, qui migrent de l'Arctique à l'Antarctique chaque année et accumulent en cours de route des contaminants, amène un nouvel éclairage sur les sources et les effets des contaminants dans la chaîne alimentaire arctique.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCAN



conception, la mise en oeuvre, la coordination et l'exploitation à long terme (des décennies) d'un réseau international de systèmes d'observation de l'Arctique. La Commission coordonne la participation canadienne à l'AOS 2013, qui se tiendra à Vancouver en avril 2013, et a préparé un document de position sur l'augmentation de l'efficacité du SAON Canada pour qu'il en soit discuté pendant le sommet. Le Comité international pour les sciences arctiques (CISA) est un organisme non gouvernemental dont l'objet est d'encourager, de faciliter et de promouvoir la coopération entre les pays qui effectuent de la recherche arctique, dans la totalité des disciplines et des régions de l'Arctique (<http://www.iasc.info/home/iasc>). La Commission canadienne des affaires polaires est l'organisme membre qui représente le Canada au CISA et David Hik, l'un des administrateurs de la Commission, en est le président actuel. Des chercheurs canadiens sont membres actifs des groupes de travail du CISA : Terrestre (Warwick Vincent, vice-président), Marin (Savithri Narayanan, présidente sortant), Cryosphère (Martin Sharp, président), Atmosphère (Claude Labine) et Affaires sociales et humaines (Gail Fondahl), oeuvrant avec leurs collègues des autres pays pour coordonner la recherche et la diffusion de l'information. Peter Pulsifer représente le Canada au groupe d'action sur la politique des données du CISA.

La Semaine du Sommet de la science arctique (SSSA) est la rencontre annuelle que parraine le CISA et qui rassemble les organisations internationales de recherche sur l'Arctique. C'est un cadre important de coopération, de coordination et de collaboration internationales dans les sciences de l'Arctique. En avril 2012, la Commission a organisé la SSSA et tenu à jour le site Web de l'événement, tenu à Montréal immédiatement avant la Conférence finale 2012 « De la connaissance à l'action » de l'Année polaire internationale.

La nouvelle Station de recherche canadienne dans l'Extrême-Arctique (SRCEA) qui sera construite à Cambridge Bay, au Nunavut, viendra compléter et renforcer le réseau canadien actuel d'établissements de recherche arctiques et sub-arctiques pour servir les priorités de recherche fédérales, territoriales et universitaires actuelles. La Commission continue à participer directement au conseil consultatif pour le développement de la Station de recherche canadienne de l'Extrême-Arctique et de son programme scientifique. Le gouvernement voit

et positionne la SRCEA comme un élément clé de sa Stratégie pour le Nord. La nouvelle station de recherche augmentera la capacité du Canada à mener des projets internationaux coopératifs de recherche nordique et la Commission étudie les diverses possibilités d'établir, et d'intensifier le cas échéant, la collaboration canadienne en matière de recherche avec les programmes de recherche sur l'Arctique et l'Antarctique de divers pays, dont les É.-U.A., le R.-U., l'Allemagne, l'Inde, la Chine, la Corée du Sud, le Japon et Singapour.

En 2012-2013, la Commission a continué à renforcer ses rapports fonctionnels avec son homologue américain, l'U.S. Arctic Research Commission (USARC). Travaillant de concert, les deux organismes ont participé à l'élaboration et à l'exécution réussie du programme technique de la 3^e édition du Forum biennal Canada-É.-U. de recherche sur le pétrole et le gaz du Nord (Anchorage, Alaska, novembre 2012). Grâce à une rencontre conjointe des conseils d'administration de la CCAP et de l'USARC en décembre 2012, la collaboration a été encore renforcée. La Commission canadienne des affaires polaires s'est assurée d'une participation canadienne stratégique à la 3^e édition de l'atelier annuel sur les innovations dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans l'Arctique, parrainé par l'USARC et qui a eu lieu en février à Anchorage, Alaska; de plus, avec l'USARC, elle a facilité la nomination d'un Canadien (David Hik, Université de l'Alberta et membre du Conseil d'administration de la CCAP) à l'équipe d'étude d'un vaste projet coopératif américain sur les enjeux de recherche émergents dans l'Arctique. Les deux commissions ont convenu de poursuivre leur relation de collaboration professionnelle pour les années à venir.

Les réseaux qui permettent et facilitent la coopération et la coordination sont encore plus essentiels dans l'environnement de recherche de l'Antarctique, où prévalent les conditions les plus rudes de la planète et qui a donné naissance à un système de gouvernance coopérative unique. La Commission canadienne des affaires polaires est l'institution canadienne membre du Comité scientifique pour les recherches antarctiques (CSRA), comité interdisciplinaire du Conseil international pour la science (CIS), qui lance, élabore et coordonne les projets de recherche internationale de qualité dans l'Antarctique. Le mandat de la Commission est de faire valoir les intérêts

nationaux du Canada dans l'Antarctique et dans les sciences « bipolaires » et de diffuser l'information pertinente du CSRA dans les milieux canadiens de la recherche polaire. En juillet 2012, le directeur exécutif de la Commission, David Scott, qui est le nouveau délégué en chef du Canada au CSRA, et Simon Ommanney, secrétaire du Comité canadien de la recherche antarctique (CCRA), ont participé aux pourparlers et aux décisions prises lors de la 32^e assemblée des délégués du CSRA et ils ont pris part à la conférence scientifique ouverte à Portland, Oregon. Des chercheurs canadiens sont membres actifs des trois groupes scientifiques permanents du CSRA : Géosciences (Wayne Pollard et Peter Pulsifer), Sciences de la vie (Marianne Douglas et Kathleen Conlan) et Sciences physiques (Thomas S. James). Les groupes scientifiques permanents coordonnent dans leur sphère respective les recherches scientifiques internationales.

Le Comité canadien de la recherche antarctique (CCRA) est le comité national du Canada sur l'Antarctique en vertu des dispositions du CSRA. Il fournit des conseils sur les questions touchant la recherche antarctique, veille à ce que la collectivité canadienne des chercheurs polaires participe aux activités de planification de la recherche en Antarctique et encourage la collaboration internationale en matière de recherche antarctique et « bipolaire » (Nord et Sud). Le Comité, avec l'aide de la Commission canadienne des affaires polaires, a préparé un programme canadien de recherche antarctique où sont clairement dégagées les priorités des chercheurs canadiens dans l'Antarctique. Parmi ces priorités, mentionnons le renforcement des liens entre la recherche arctique et antarctique. Le programme évoque également une structure de gouvernance faisant place aux intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux. Reconnaissant que la connaissance acquise dans la recherche antarctique contribue à notre connaissance de l'Arctique canadien, la Commission mène une évaluation stratégique de l'actuel contexte opérationnel international de la recherche antarctique d'une perspective canadienne.

Priorité stratégique 2 :

Dresser la synthèse du savoir polaire afin de dégager les possibilités, les enjeux et les tendances

Passer « De la connaissance à l'action » signifie offrir les données les plus récentes de la recherche aux décideurs, dans une forme qu'ils peuvent utiliser. La Commission s'est acquittée de cette tâche par la publication du « Rapport scientifique sur l'Année polaire internationale : faits saillants canadiens » (voir plus loin). Elle est maintenant passée à l'étape suivante, soit établir l'état actuel du savoir polaire du Canada – car la surveillance de l'état des connaissances sur les régions polaires se situe au cœur même du mandat de la Commission. Elle amorce une enquête dont elle tirera un résumé de l'état du savoir nordique au Canada, à la suite de la période qui a suivi l'Année polaire internationale (de 2007 à maintenant), fera ressortir les principaux gains en matière de connaissance et dégagera les perspectives pour intervenir dans les domaines où de nouvelles connaissances sont nécessaires. Cet aspect comprend des secteurs intéressant particulièrement les gens du Nord, par exemple l'énergie, la sécurité alimentaire, le logement, le savoir traditionnel, l'infrastructure, l'environnement, l'éducation, la santé et le bien-être des gens et le développement économique. Le personnel de la Commission mène de vastes consultations dans l'ensemble de la collectivité de recherche – chercheurs,

gouvernements du Nord, instituts de recherche et organisations autochtones – afin de préparer un document exhaustif dressant le portrait exact de l'état du savoir polaire et rendant compte des besoins et des priorités des gens du Nord. Le processus d'interview qui vise plus de 120 informateurs clés progresse bien, sous la gouverne d'un comité consultatif externe spécial composé d'experts des sciences naturelles et sociales du Nord. Le rapport final de l'enquête sera publié à l'automne 2013.

Priorité stratégique 3 :

Communiquer efficacement le savoir polaire et dresser la synthèse des constatations de la recherche polaire

Rendre le savoir polaire disponible, que ce soit aux décideurs, aux journalistes, aux étudiants, aux enseignants, au grand public ou aux entreprises et à l'industrie, implique d'établir des liens directs avec ceux qui sont la source des connaissances nouvelles et d'en traduire les aspects principaux dans la langue de tous les jours. En avril 2012, la Commission a transmis aux Canadiens les constatations clés du Canada sur l'Année polaire internationale en publiant le « Rapport scientifique sur l'Année polaire internationale : faits saillants canadiens ». Publié en version imprimée et sur Internet à l'occasion de la conférence « De la connaissance à l'action » de l'Année polaire internationale à Montréal, le rapport est un outil

de référence pratique pour les journalistes, les représentants élus, les responsables de l'élaboration des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public. La version imprimée a été distribuée à 5 000 exemplaires, et des centaines d'autres versions électroniques ont été diffusées, soit sur clé USB ou par téléchargement à partir du site Web de la Commission. Avec l'aide de la Société géographique royale du Canada (SGRC), les élèves du secondaire de toutes les régions du pays ont pu disposer de versions imprimées du rapport, accompagnées par un plan didactique adapté à l'intention des enseignants. La Commission et la SGRC ont eu plaisir à constater le succès de cette entreprise, dans laquelle ont été pleinement mise à contribution les ressources complémentaires des deux organismes, notamment la capacité de la Commission de colliger le savoir polaire et d'en dresser la synthèse et l'aptitude de la SGRC à communiquer avec des millions de Canadiens. La Commission et la SGRC ont commencé à élaborer un protocole d'entente afin d'orienter les projets futurs de collaboration dans les domaines des communications au public, de l'éducation et de la sensibilisation aux régions polaires.

Dans le cadre de ses efforts pour attirer la prochaine génération de chercheurs polaires, la Commission oeuvre de concert avec l'Association des scientifiques polaires en début de carrière (APECS), l'Association universitaire canadienne d'études

À l'image, Lars Anderson, Moses Aronsen (résident de Resolute Bay), Vanessa Ward et Tabitha McKell, étudiants de Sarah Hazell, exhument et trient des artefacts et des ossements d'animaux à un site de fouilles archéologiques d'une ancienne habitation à Resolute. Cette recherche ouvre une fenêtre sur la vie du peuple de Thulé, les ancêtres des Inuit d'aujourd'hui. Les renseignements de ce genre sont les bienvenus dans les collectivités inuites où nombreux sont ceux, particulièrement chez les jeunes, qui manifestent un vif intérêt pour en savoir davantage sur leur histoire.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCAN



nordiques (AUCEN) et les scientifiques des institutions de l'ensemble du pays. La Commission est membre actif du comité des prix de la Fiduciaire canadienne d'études nordiques et du comité de gestion du Programme de formation scientifique dans le Nord et oeuvre de concert avec les diverses instances de recherche et d'enseignement, notamment l'Arctic Institute of North America, l'Institut circumpolaire canadien, ArcticNet et d'autres, afin de susciter l'intérêt des étudiants. En collaboration avec l'AUCEN, la Commission a attribué la bourse d'études annuelle de la Commission canadienne des affaires polaires à un étudiant exceptionnel du niveau doctorat. Le titulaire de cette année est Craig Emmerton, étudiant en biologie à l'Université de l'Alberta, pour son projet sur les échanges de gaz à effet de serre dans les sols semi-désertiques et les terres humides éloignées du nord de l'île Ellesmere. Au cours de l'exercice visé, la Commission a également amorcé les préparatifs pour assumer la responsabilité de la prestation du Programme de formation scientifique dans le Nord (PFSN) qui aide les étudiants universitaires à absorber le coût élevé de l'exécution des travaux de recherche dans le Nord, car ce programme lui sera transféré d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. Depuis plus de 50 ans, ce programme influant a offert nombre d'avantages au Canada en aidant à inspirer de nouvelles générations à faire de l'Arctique l'objet de leur carrière et ce, dans divers domaines, notamment la

recherche, l'enseignement et la gouvernance. Le transfert de la responsabilité de l'exécution du programme aura lieu le 1er avril 2013. La Commission s'est engagée à veiller à ce que le PFSN fonctionne sans heurts et en respectant des normes élevées pour servir ses clients dans l'ensemble du Canada.

La Commission a assumé la responsabilité du Prix de la recherche scientifique sur le Nord, créé à l'époque par le ministère des Affaires indiennes et du Développement du Nord pour commémorer le centième anniversaire de la première Année polaire internationale (1882-1883). Cette distinction est assortie d'un prix de 10 000 \$ et de la Médaille du centenaire et doit être décernée annuellement à une personne ou à un groupe qui a démontré une contribution exceptionnelle au savoir et à la compréhension du Nord canadien. La Commission a terminé le processus de sélection pour le prix de 2013 et le titulaire sera annoncé et reconnu pour sa valeur dans le cadre d'une cérémonie qui aura lieu à l'automne 2013.

Le site Web de la Commission des affaires polaires (www.polarcom.gc.ca) est notre source exhaustive et actuelle de connaissances sur les régions polaires. Refondu et rajeuni cette année pour répondre aux normes les plus récentes du gouvernement du Canada en matière d'accessibilité et de fonctionnalité, le site Web est maintenant conforme aux pratiques exemplaires en matière

de communication en direct. Dans un souci de crédibilité et d'accessibilité, le site accueille un contenu ciblé destiné aux publics de la Commission, notamment les chercheurs, les étudiants, les responsables de l'élaboration des politiques et le public en général. Le site Web fait ressortir le mandat pancanadien de la CCAP et met en lumière ses liens avec les partenaires et collaborateurs nationaux et internationaux, tels que l'Association des scientifiques polaires en début de carrière, l'initiative canadienne de Sustaining Arctic Observation Networks et ArcticNet.

Améliorer la gestion et la gouvernance

Au-delà de la mise en oeuvre des activités de programme qui appuient le Plan stratégique de la CCAP, la Commission a investi des efforts considérables dans le renforcement global de la gestion, de la gouvernance et des pratiques opérationnelles. Nous avons entrepris un processus d'examen approfondi dans lequel nous avons étudié, examiné sur le plan de l'efficacité et amélioré au besoin la totalité des processus de gestion concernant les finances, l'administration et les dossiers. Nous avons préparé de nouvelles ententes de service visant divers besoins de fonctionnement de la CCAP, notamment la TI, la rémunération et la sécurité. La Commission continue à respecter les exigences de rapports périodiques des organismes centraux, notamment des divers portefeuilles du Conseil du Trésor.

Au chapitre de la gouvernance, tel que mentionné précédemment, le Conseil d'administration de la CCAP a tenu le nombre requis de réunions, dont la moitié dans le Nord. Nous avons amorcé un examen systématique des statuts du Conseil d'administration et toute mise à jour nécessaire sera effectuée. Le Conseil d'administration a adopté et révisé les conditions d'emploi de la Commission, sur le modèle de celles administrées par le Secrétariat du Conseil du Trésor.



Commission canadienne des affaires polaires

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2013 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de la Commission canadienne des affaires polaires (ci-après, la « Commission »). Ces états financiers ont été préparés par la direction à l'aide des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers se fondent sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de la Commission. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le Rapport annuel et le Rapport sur le rendement de la Commission concordent avec ces états financiers.

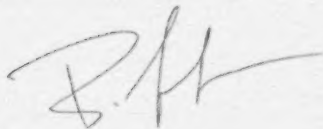
Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF), un système conçu pour offrir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de la Commission soient au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

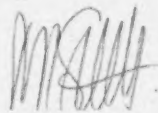
Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires. La Commission fera l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilisera les résultats de ces audits pour se conformer à la Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor.

Entretemps, la Commission a entrepris une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2013, conformément à la Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor, et donne en annexe un résumé des résultats et du plan d'action.

Le Bureau du vérificateur général, auditeur indépendant du gouvernement du Canada, a émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers de la Commission sans donner d'opinion de l'auditeur au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des contrôles internes de la Commission en matière de rapports financiers.



Bernard Funston
Président du conseil d'administration



Dr. David J. Scott
Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
Date : le 24 juillet 2013



Dans un champ de linaigrette à belle crinière, Paul Treitz et Fiona Gregory recueillent des données de réflectance spectrale, qui leur permettent d'interpréter correctement les images satellites qui détectent les changements dans la végétation arctique sur de vastes superficies, accumulant ainsi des connaissances sur les effets du réchauffement mondial.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCan

Joel Barker vérifie les éléments d'une tour de covariance de tourbillons mesurant le flux de dioxyde de carbone de la toundra. Les données sur ce flux sont essentielles pour prévoir la réaction de la toundra à un réchauffement du climat.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCan





Auditor General of Canada
Vérificateur général du Canada

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au conseil d'administration de la Commission canadienne des affaires polaires et au ministre des Affaires autochtones et du Développement du Nord

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Commission canadienne des affaires polaires, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013, et l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle, l'état de la variation de la dette nette ministérielle et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Commission canadienne des affaires polaires au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour le vérificateur général du Canada,

Tammy Squires, CPA, CA
directrice principale

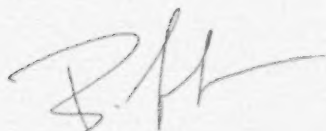
Le 24 juillet 2013
Ottawa, Canada

2400 rue Spadina Street, Ottawa, Ontario, K1S 4E6

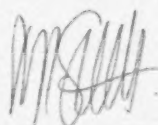
Commission canadienne des affaires polaires
État de la situation financière
 au 31 mars

| | 2013 | 2012 |
|---|-------------------|------------------|
| Passifs | | |
| Créditeurs et charges à payer (note 4) | 152 773 \$ | \$85 273 \$ |
| Indemnités de vacances et congés compensatoires | 12 899 | 14 915 |
| Avantages sociaux futurs (note 5) | 45 509 | 45 509 |
| Total des passifs nets | 211 181 | 145 697 |
| Actifs financiers | | |
| Montant à recevoir du Trésor | 84 073 | 69 054 |
| Débiteurs et avances (note 6) | 72 499 | 17 602 |
| Total des actifs financiers nets | 156 572 | 86 656 |
| Dette nette ministérielle | 54 609 | 59 041 |
| Actifs non financiers | | |
| Charges payées d'avance | 7 745 | 13 645 |
| Immobilisations corporelles (note 7) | 42 327 | 62 363 |
| Total des actifs non financiers | 50 072 | 76 008 |
| Situation financière nette ministérielle | (4 537) \$ | 16 967 \$ |

Obligations contractuelles (note 8)
 Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Bernard Funston
 Président du conseil d'administration



Dr. David J. Scott
 Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
 Date : le 24 juillet 2013

Commission canadienne des affaires polaires
État des résultats et de la situation financière nette ministérielle

pour l'exercice terminé le 31 mars

| | 2013 Résultats Prévus (non vérifiés) | 2013 | 2012 |
|---|---|-------------------|------------------|
| Charges | | | |
| Programme de promotion, de développement et de diffusion du savoir polaire | 980 565 \$ | 1 172 880 \$ | 766 486 \$ |
| Services internes | 503 955 | 474 876 | 381 591 |
| Contributions d'autres ministères fédéraux | 10 000 | 17 208 | 146 373 |
| Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement | 1 494 520 | 1 664 964 | 1 294 450 |
| Financement du gouvernement | | | |
| Encaisse nette fournie par le gouvernement | 1 265 495 | 1 316 239 | 1 225 770 |
| Encaisse nette fournie par d'autres ministères fédéraux (note 9) | 10 000 | 17 208 | 146 373 |
| Services fournis gratuitement par d'autres ministères et organismes fédéraux (note 9) | 250 740 | 294 994 | 140 024 |
| Variations des montants à recevoir du Trésor | (28 510) | 15 019 | (19 640) |
| Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement | (3 205) | 21 504 | (198 077) |
| Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice | 16 967 | 16 967 | (181 110) |
| Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice | 20 172 \$ | (4 537) \$ | 16 967 \$ |

Information sectorielle (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission canadienne des affaires polaires
État de la variation de la dette nette ministérielle

pour l'exercice terminé le 31 mars

| | 2013 Résultats Prévus (non vérifiés) | 2013 | 2012 |
|--|---|-----------|--------------|
| Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement | (3 205) \$ | 21 504 \$ | (198 077) \$ |
| Variation due aux immobilisations corporelles | | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | 7 164 | 3 324 | 7 090 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | (23 552) | (23 360) | (23 612) |
| Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles | — | — | (224) |
| Total de la variation due aux immobilisations corporelles | (16 388) | (20 036) | (16 746) |
| Variation due aux charges payées d'avance | (11 211) | (5 900) | 4 147 |
| Diminution nette de la dette nette de la Commission | (30 804) | (4 432) | (210 676) |
| Dette nette ministérielle – début de l'exercice | 59 041 | 59 041 | 269 717 |
| Dette nette ministérielle – fin de l'exercice | 28 237 \$ | 54 609 \$ | 59 041 \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission canadienne des affaires polaires

État des flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 mars

| | 2013 | 2012 |
|---|---------------------|---------------------|
| Activités de fonctionnement | | |
| Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement | 1 664 964 \$ | 1 294 450 \$ |
| Encaisse nette fournie par d'autres ministères fédéraux (note 9) | (17 208) | (146 373) |
| Éléments n'affectant pas l'encaisse : | | |
| Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 9) | (294 994) | (140 024) |
| Amortissement des immobilisations corporelles | (23 360) | (23 612) |
| Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles | - | (224) |
| Variations de l'état de la situation financière | | |
| Augmentation des débiteurs et avances | 54 897 | 4 906 |
| (Diminution) augmentation des charges payées d'avance | (5 900) | 4 147 |
| (Augmentation) diminution des charges à payer | (67 500) | 12 280 |
| Diminution des indemnités de vacances | 2 016 | 3 317 |
| Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs | - | 209 813 |
| Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement | 1 312 915 | 1 218,680 |
| Activités d'investissement en immobilisations | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | 3 324 | 7 090 |
| Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations | 3 324 | 7 090 |
| Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada | 1 316 239 \$ | 1 225 770 \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission canadienne des affaires polaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2013



Les chercheurs de la serre martienne Arthur Clarke, dans le cratère de Haughton, mettent au point des techniques qui pourraient permettre aux premiers visiteurs humains de la planète Mars de faire croître leur propre nourriture sur la Planète Rouge.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCan

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des affaires polaires a été constituée le 1^{er} février 1991 en vertu de la Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires et est un établissement public nommé à l'Annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Elle a entrepris ses activités le 9 septembre 1991. Elle a été créée dans le but de promouvoir et de favoriser le développement et la diffusion des connaissances sur les régions polaires, de surveiller l'évolution de ces connaissances au Canada et ailleurs dans le monde, de relever l'image de nation polaire du Canada sur la scène internationale et de fournir aux Canadiens et Canadiennes ainsi qu'aux organisations, institutions et associations canadiennes, de l'information sur les recherches concernant les régions polaires. Ses dépenses d'exploitation sont majoritairement financées par une autorisation budgétaire annuelle. La Commission canadienne des affaires polaires mène deux activités de programme : promouvoir, développer et diffuser les connaissances relatives aux régions polaires et fournir les services internes nécessaires à l'exécution de son mandat.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires

La Commission est financée par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à la Commission ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette de la Commission ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. Nous présentons à la note 3 un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

Le risque de liquidité est le risque que la Commission éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers. Dans la gestion du risque de liquidité, l'objectif de la Commission est de gérer ses activités et ses dépenses d'après le crédit autorisé par le Parlement ou les limites des affectations approuvées par le Conseil du Trésor. Chaque année, la Commission présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations mènent au dépôt de projets de loi de crédits (qui, après adoption par le législateur, deviennent des lois portant affectation de crédits) conformément au cycle de rapports concernant les dépenses du gouvernement.

La Commission applique des mécanismes d'engagement de dépenses tels que les soldes non grevés sont contrôlés et font périodiquement l'objet de rapports afin de veiller à ce que l'autorisation demeure suffisante pour l'ensemble de la période et de manière à ne pas dépasser les crédits attribués.

Les montants des résultats prévus dans l'état des résultats et de la situation financière de la Commission et dans l'état de la variation de la dette de la Commission sont donnés uniquement à des fins de comparaison et ne sont pas vérifiés. Les chiffres donnés aux résultats prévus reposent sur les résultats réels au moment de la préparation des états financiers prospectifs et des hypothèses sur les situations futures, qui pourraient ou non survenir.

Conformément à l'article 32 de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Commission a pour politique que, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant le Parlement et sur lequel le paiement sera imputé, il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a eu lieu la passation.

L'exposition au risque et les objectifs, politiques et mécanismes de l'entité pour gérer et mesurer le risque n'ont pas connu de changement important par rapport à l'exercice précédent.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

La Commission fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par la Commission est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par la Commission sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères et organismes au sein du gouvernement fédéral.

c) Montants à recevoir du Trésor

Les montants à recevoir du Trésor découlent d'un écart temporaire, à la fin de l'exercice, entre le moment où une opération affecte les autorisations et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que la Commission a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Le montant n'est pas considéré comme étant un instrument financier.

d) Revenus

Les revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents sont survenus.

Les revenus provenant de contributions d'autres ministères fédéraux sont constatés au moment où sont engagées les charges connexes.

e) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les contributions sont constatées au cours de l'exercice pendant lequel le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères et organismes pour les services consultatifs, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et l'audit des états financiers de la Commission sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif.

f) Avantages sociaux futurs**i. Prestations de retraite**

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de la Commission au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de la Commission découlant du régime. La responsabilité de la Commission relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

ii. Indemnités de départ

Certains employés ont droit à des indemnités de départ, prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services y donnant droit. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle au titre des prestations de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Débiteurs

Les débiteurs sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation; une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier fasse subir une perte à l'autre partie en ne s'acquittant pas d'une de ses obligations. La Commission n'est pas exposée à un risque de crédit important. La Commission fournit des services à d'autres ministères et organismes fédéraux et à des parties externes dans le cours normal de ses activités. Les débiteurs sont exigibles sur demande. En majorité, les débiteurs représentent des sommes dues par d'autres ministères et organismes du gouvernement du Canada et le risque potentiel de perte est minime. L'exposition maximale de l'entité au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ses comptes débiteurs.

h) Opérations en devises

Les opérations en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des opérations. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et les pertes nets résultant de frais d'adhésion à des organismes internationaux acquittés en devises sont présentés dans le poste Frais d'adhésion à l'état des résultats et de la situation financière nette de la Commission.

i) Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 1 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. La Commission n'inscrit pas à l'actif les biens incorporels, les œuvres d'art et les trésors historiques ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

| Catégorie d'immobilisations | Période d'amortissement |
|-----------------------------|-------------------------|
| Matériel de bureau | 5 ans |
| Matériel informatique | 5 ans |
| Logiciels | 5 ans |
| Mobilier et accessoires | 5 ans |

(j) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Autorisations parlementaires

La Commission reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette de la Commission et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats nets des activités de fonctionnement de la Commission pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

| | 2013 | 2012 |
|--|---------------------|---------------------|
| Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement | 1 664 964 \$ | 1 294 450 \$ |
| Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais sans incidence sur les autorisations | | |
| Encaisse nette provenant d'autres ministères fédéraux | (17 208) | (146 373) |
| Services fournis gratuitement | (294 994) | (140 024) |
| Amortissement des immobilisations corporelles | (23 360) | (23 612) |
| Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles | — | (224) |
| Variation des prestations de départ des employés | — | 209 813 |
| Variation des charges payées d'avance | — | 2 000 |
| Variation des indemnités de vacances | 2 016 | 3 317 |
| (Augmentation) diminution des charges à payer non imputées aux activités | (6 588) | 45 418 |
| Autres | (4 519) | 7 208 |
| Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais sans incidence sur les autorisations | 1 320 311 | 1 251 973 |
| Ajustement pour les éléments sans incidence sur les coûts de fonctionnement nets, mais ayant une incidence sur les autorisations | | |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | 3 324 | 7 090 |
| Charges payées d'avance | (5 900) | 4 147 |
| Autorisations de l'exercice en cours utilisées | 1 317 735 \$ | 1 263 210 \$ |

b) Autorisations fournies et utilisées

| | 2013 | 2012 |
|---|---------------------|---------------------|
| Autorisations fournies | | |
| Crédit 40 – charges de fonctionnement | 1 177 748 \$ | 936 747 \$ |
| Transfert de crédits du Conseil du Trésor pour dépenses de programmes | 85 196 | 254 887 |
| | 1 262 944 | 1 191 634 |
| Montants législatifs | 97 597 | 21 259 |
| | 1 360 541 | 1 312 893 |
| Moins : périmés, fonctionnement | (42 806) | (49 683) |
| Autorisations de l'exercice en cours utilisées | 1,317 735 \$ | 1 263 210 \$ |

4. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et les charges à payer sont mesurés selon la méthode du coût et, pour la plupart, sont exigibles dans les six mois suivant la fin de l'exercice. Nous présentons au tableau qui suit les détails des crédoiteurs et des charges à payer de la Commission.

| | 2013 | 2012 |
|---------------------------------------|-------------------|------------------|
| Crédoiteurs – fournisseurs externes | 46 852 \$ | 56 682 \$ |
| Charges à payer | 61 093 | 18 659 |
| Salaires et avantages sociaux à payer | 44 828 | 9 932 |
| Total | 152 773 \$ | 85 273 \$ |

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de la Commission participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services validables, multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que la Commission versent des cotisations couvrant le coût du régime. Au 31 mars 2013, les charges s'élevaient à 69 684 \$ (47 049 \$ en 2012), soit environ 1,7 fois (1,8 fois en 2011-2012) les cotisations des employés.

La responsabilité de la Commission relativement au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

b) Indemnités de départ

La Commission verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures. Au 31 mars 2013, les indemnités de départ totalisaient :

| | 2013 | 2012 |
|---|------------------|-------------------|
| Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice | 45 509 \$ | 255 322 \$ |
| Charges pour l'exercice | — | 10 815 |
| Prestations versées pendant l'exercice | — | (220 628) |
| Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice | 45 509 \$ | 45 509 \$ |

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et des changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie de départ des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courues.

6. Débiteurs et avances

Nous donnons au tableau suivant les détails des débiteurs et des avances.

| | 2013 | 2012 |
|---|------------------|------------------|
| Débiteurs – autres ministères et organismes | 71 899 \$ | 17 002 \$ |
| Avances de petite caisse | 600 | 600 |
| Total | 72 499 \$ | 17 602 \$ |

7. Immobilisations corporelles

| Catégorie d'immobilisations | Coût | | | |
|-----------------------------|-------------------|-----------------|---------------------------|-------------------|
| | Solde d'ouverture | Acquisitions | Aliénations et radiations | Solde de clôture |
| Matériel de bureau | 2 229 \$ | — \$ | — \$ | 2 229 \$ |
| Matériel informatique | 114 928 | 1 829 | (4 519) | 112 238 |
| Logiciels | 42 105 | — | — | 42 105 |
| Meubles et accessoires | 5 253 | 1 495 | — | 6 748 |
| Total | 164 515 \$ | 3 324 \$ | (4 519) \$ | 163 320 \$ |

| Catégorie d'immobilisations | Amortissement accumulé | | | |
|-----------------------------|------------------------|------------------|---------------------------|-------------------|
| | Solde d'ouverture | Amortissement | Aliénations et radiations | Solde de clôture |
| Matériel de bureau | 1 338 \$ | 446 \$ | — \$ | 1 784 \$ |
| Matériel informatique | 78 782 | 13 343 | (4 519) | 87 606 |
| Logiciels | 19 290 | 8 421 | — | 27 711 |
| Meubles et accessoires | 2 742 | 1 150 | — | 3 892 |
| Total | 102 152 \$ | 23 360 \$ | (4,519) \$ | 120 993 \$ |

| | Valeur comptable nette | |
|------------------------|------------------------|------------------|
| | 2013 | 2012 |
| Matériel de bureau | 445 \$ | 891 \$ |
| Matériel informatique | 24 632 | 36 146 |
| Logiciels | 14 394 | 22 815 |
| Meubles et accessoires | 2 856 | 2 511 |
| Total | 42 327 \$ | 62 363 \$ |

Les charges d'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 2013 sont de 23 360 \$ (23 612 \$ en 2012).

Les aliénations au cours de l'exercice s'établissent à 4 519 \$ (2 388 \$ en 2012).

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de la Commission peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations d'envergure en vertu desquels la Commission sera tenue d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de la réception des biens et des services. L'engagement le plus important touche le bail d'exploitation des locaux. Voici un résumé des obligations contractuelles que nous pouvons évaluer estimativement :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Total |
|---------------------|------------|------------|------------|-----------|----------|------------|
| Baux d'exploitation | 129 223 \$ | 125 977 \$ | 125 977 \$ | 74 421 \$ | 2 242 \$ | 457 840 \$ |

et par le
suite

L'accord d'occupation qui régit la location des bureaux arrive à échéance le 31 octobre 2016.

9. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de la propriété commune, la Commission est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Commission conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Au cours de l'exercice, la Commission a reçu gratuitement des services communs d'autres ministères et organismes, comme il est indiqué ci-dessous.

a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, la Commission a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux services d'audit, aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, aux salaires et aux coûts connexes de gestion des ressources humaines. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette de la Commission :

| | 2013 | 2012 |
|---|-------------------|-------------------|
| Services d'audit du Bureau du vérificateur général du Canada | 130 000 \$ | 101 500 \$ |
| Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires | 53 089 | 34 524 |
| Salaires et coûts connexes de gestion des ressources humaines par Affaires autochtones et Développement du Nord | 111 905 | 4 000 |
| Total | 294 994 \$ | 140 024 \$ |

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organismes de services communs, où un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, notamment les services de paye et d'émission de chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, n'est pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette de la Commission.

b) Autres transactions entre apparentés

| | 2013 | 2012 |
|---|-------------------|-------------------|
| Charges – autres ministères et organismes : | | |
| Salaires et avantages sociaux des employés | 151 673 \$ | 78 709 \$ |
| Locaux à bureau | 128 826 | 118 768 |
| Services professionnels | 18 867 | 23 128 |
| Téléphone et télécommunications | 4 033 | 929 |
| Frais d'adhésion | 900 | — |
| Impression et publication | 19 | 385 |
| Fournitures et approvisionnements | — | 282 |
| Total | 304 318 \$ | 222 201 \$ |

La Commission a aussi reçu d'autres ministères fédéraux 17 208 \$, soit 7 208 \$ du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à l'égard de voyages pour promouvoir les programmes et 10 000 \$ d'Affaires autochtones et Développement du Nord pour le prix Marty Bergmann. (La Commission a reçu en 2012 146 373 \$ d'Affaires autochtones et Développement du Nord pour le Rapport de synthèse de l'Année polaire internationale (API).)

10. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur l'architecture des activités de programme de la Commission. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées pour les principales activités de programme, par principaux articles de dépenses. Voici les résultats de chaque secteur pour la période :

| | Résultats prévus (non vérifiés) | Programme | Services internes | Contributions | Total 2013 | 2012 |
|--|---------------------------------------|--------------|----------------------|---------------|---------------|--------------|
| Charges de fonctionnement | | | | | | |
| Salaires et avantages sociaux | 791 662 \$ | 676 791 \$ | 179 907 \$ | — \$ | 856 698 \$ | 518 716 \$ |
| Services professionnels et spéciaux | 228 027 | 39 263 | 227 422 | — | 266 685 | 351 689 |
| Voyages et accueil | 162 795 | 164 154 | 17 746 | 7 208 | 189 108 | 58 361 |
| Locaux | 120 655 | 106 980 | 28 438 | — | 135 418 | 116 858 |
| Honoraires des administrateurs | 41 770 | 71 955 | — | — | 71 955 | 93 503 |
| Impression et publication | 35 143 | 27 226 | 7 237 | — | 34 463 | 64 829 |
| Fournitures de bureau | 32 565 | 21 988 | 5 846 | — | 27 834 | 13 487 |
| Frais d'adhésion | 27 659 | 26 759 | 901 | — | 27 660 | 29 663 |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | 23 552 | 18 455 | 4 905 | — | 23 360 | 23 612 |
| Contributions | 20 000 | 10 000 | — | 10 000 | 20 000 | 10 000 |
| Téléphone et télécommunications | 10 692 | 9 309 | 2 474 | — | 11 783 | 13 508 |
| Pertes sur l'aliénation d'immobilisations corporelles | — | — | — | — | — | 224 |
| Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement | 1 494 520 \$ | 1 172 880 \$ | 474 876 \$ | 17 208 \$ | 1 664 964 \$ | 1 294 450 \$ |

11. Instruments financiers

Les instruments financiers de la Commission sont les débiteurs et avances et les créditeurs et charges à payer. Sauf mention contraire, la direction est d'avis que la Commission n'est pas exposée à un risque important en matière d'intérêt, de devises ou de crédit découlant de ces instruments financiers. Sauf mention contraire aux présents états financiers, la direction est d'avis que la valeur comptable des instruments financiers équivaut approximativement à leur juste valeur en raison de leur échéance imminente.

12. Événements postérieurs

Le 1er avril 2013, avec l'approbation du Conseil du Trésor, la Commission canadienne des affaires polaires a assumé l'entière responsabilité du Programme de formation scientifique dans le Nord, qui relevait auparavant d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. L'autorisation financière du programme est de 1 257 000 \$.

ANNEXE à l'Énoncé des responsabilités de la direction

1. Introduction

Pour appuyer un système efficace de contrôles internes, la Commission canadienne des affaires polaires, en partie grâce aux résultats de la vérification exécutée par le Bureau du vérificateur général, mène une évaluation annuelle du rendement de ses contrôles financiers pour veiller à ce qui suit :

- que les arrangements financiers ou contrats ne soient passés que s'il y a des fonds suffisants;
 - que le paiement des biens et services ne soit effectué, que si les biens ou services sont reçus ou que les conditions contractuelles ou autres arrangements sont satisfaits;
 - que les paiements aient été dûment autorisés.
- La Commission canadienne des affaires polaires tirera parti des résultats de la vérification périodique des contrôles de base effectuée par le Bureau du contrôleur général.

Nous donnons ci-après un résumé des résultats de l'évaluation menée au cours de l'exercice 2012-2013.

2. Évaluation des résultats au cours de l'exercice 2012-2013

Pour l'essentiel, les contrôles liés au paiement des biens et services et aux autorisations de paiement ont bien fonctionné et constituent une base adéquate pour le système de contrôles internes de la Commission canadienne des affaires polaires. Certains besoins d'ajustement ont été dégagés pour renforcer les contrôles sur les pièces justificatives et les charges payées d'avance et ces aspects seront réglés pendant l'exercice en cours. De plus, il faut renforcer les contrôles sur le processus de paye. Nous procéderons à une réaffectation des responsabilités sur le traitement des demandes de remboursement des frais de déplacement, aux fins d'un meilleur contrôle de ces activités.

3. Plan d'évaluation

La Commission canadienne des affaires polaires continuera à surveiller le rendement de son système de contrôles internes, en se concentrant sur les contrôles de base qui touchent les transactions financières, en insistant sur les pièces justificatives, les charges payées d'avance, les charges à payer et les frais de déplacement. Nous concluons avec un nouveau fournisseur de services de paye une entente comportant des cibles précises concernant le respect des délais et l'exactitude du processus de paye.

Personnel

David J. Scott, directeur exécutif

Jean-Marie Beaulieu, conseiller scientifique principal

John Bennett, gestionnaire, communication et information

Sandy Bianchini, adjointe administrative

Susan File, analyste de recherche

Julie Fortin, agente des finances

Nicholas Girard (étudiant du Programme d'enseignement coopératif, mai-août 2012)

David Miller, coordonnateur nordique

Jocelyn Joe-Strack, analyste de recherche

Marc Meloche, conseiller principal en politique*

Amanda Watson (étudiante du Programme d'enseignement coopératif, mai-août 2012)

Mark Williams, adjoint de recherche (octobre 2012 à mars 2013)

* Nous avons bénéficié du soutien supplémentaire d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada grâce au détachement spécial de M. Meloche, employé d'AADNC, qui a pris ses fonctions à la Commission en février 2012.

Tim Barfoot fait la démonstration d'un véhicule à capteurs pour la collecte des données.

Ce pseudo « Mars Rover » est mis à l'essai dans le cratère Haughton, sur l'île Devon, au Nunavut, puisque le terrain se rapproche étroitement de la surface de Mars. La recherche dans le cratère de Haughton permet d'établir certaines bases pour une éventuelle mission humaine vers Mars.

Photo: Janice Lang, PPCP, RNCan

